



# Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance *US Strategic Stakes and Power Politics in the Trump era and beyond*

5 novembre 2020 Ecole Militaire Paris

Seconde catastrophe majeure du XXI<sup>e</sup> siècle après les attentats du 11 septembre 2001, la pandémie de Covid-19 cristallise les crises du multilatéralisme caractéristiques de l'ère Trump et de sa politique étrangère, marquée du sceau de l'*America First*. Isolée, l'Amérique s'éloigne un peu plus de ses alliés traditionnels en Europe et renforce la défiance de ses alliés du Pacifique, après avoir fragilisé l'OTAN et fait exploser les piliers du « pivot asiatique » d'Obama. En peine pour réinventer les déterminants de sa puissance face au « chaos stratégique » de l'ordre international du XXI<sup>e</sup> siècle et aux nouvelles compétitions de puissance, marquées par la course aux nouvelles technologies et à l'Intelligence Artificielle (IA) avec la Chine et la Russie, les États-Unis de Donald Trump ont privilégié le repli, le mini-latéralisme et l'isolement. Aux retentissants retraits qui ont scandé son arrivée à la Maison Blanche, ceux de la COP21, du TPP (Traité de Libre Echange Transpacifique), du traité de Vienne sur le nucléaire iranien ou de l'UNESCO, l'année 2020 a vu s'ajouter la dénonciation de l'ONU et la remise en cause de l'OMS. Les États-Unis de Donald Trump ne font plus désormais figure de modèle démocratique et semblent avoir laissé la place au vide stratégique tant convoité par ses compétiteurs, au premier rang desquels la Chine de Xi Jinping, avide, de supplanter le « rêve américain » et de proposer aux petites et moyennes puissances le « rêve chinois ».

En rejetant le multilatéralisme et en fragilisant un de ses principaux atouts, les alliances, les États-Unis de Donald Trump ont-ils, en quatre ans seulement, aboli l'ordre international libéral – tout en tentant malgré tout de demeurer le *primus inter pares* d'un monde post-américain ? S'agit-il d'un accident de l'Histoire lié aux choix de l'exécutif ou bien de la chronique d'une mort annoncée de manière cyclique, celle de l'hégémonie américaine ? De quelles marges de manœuvre les autres acteurs de la politique étrangère américaine, Congrès, département d'État, Pentagone ont-ils disposé pour tenter de maintenir ou non les alliances comme un des principaux atouts de la puissance américaine ?

Dans ce contexte, l'élection présidentielle américaine de novembre 2020 est qualifiée à de nombreux égards comme un tournant historique pour les États-Unis et leurs partenaires ou compétiteurs stratégiques, quel qu'en soit le résultat. La campagne présidentielle américaine a révélé comme jamais les profondes divisions à l'œuvre au sein de la société américaine, elle a exacerbé les « culture wars » et l'extrême polarisation entre l'Amérique des côtes et la Middle America, l'Amérique des villes et l'Amérique rurale, l'Amérique ouvrière et l'Amérique mondialiste, entre progressistes et conservateurs, entre avocats du multiculturalisme et suprémacistes, entre tenants du libre-échange et défenseurs du protectionnisme économique – autant de lignes de failles qui divisent les États-Unis mais aussi, dans une certaine mesure, l'administration Trump même depuis son accession au pouvoir. Le modèle américain est donc en crise et ne fait plus figure de modèle. Une alternative partisane est-elle possible en politique étrangère ? Ou bien le conservatisme et le nationalisme sont-ils amenés à demeurer une ligne de force ? Aussi il convient de s'interroger sur le rôle déterminant des autres acteurs de la politique intérieure, qu'il s'agisse des pouvoirs institués ou des acteurs non

institutionnels. Quel équilibre des pouvoirs entre le Congrès, le Pentagone et la prochaine administration ? Et plus particulièrement quel rôle pourra jouer le vice-président Mike Pence ou Kamala Harris dont le ticket cristallise les deux Amériques de 2020. Comment la nouvelle administration parviendra-t-elle à répondre et à concilier le *nation building at home* (la reconstruction à la maison) avec les défis que posent les nouvelles compétitions de puissance ? Au terme de son premier mandat Donald Trump a-t-il contribué à accélérer la transition de puissance américaine face à ses rivaux ?

Depuis 2017, les États-Unis ont en effet vu s'affirmer différents adversaires, compétiteurs ou ennemis stratégiques selon la nomenclature du candidat Biden. Parmi eux, la Chine représente plusieurs menaces de poids ; elle constitue une menace pour leur suprématie économique et technologique et représente, éventuellement, « un modèle alternatif », pour les populations « laissées pour compte » sur les nouvelles routes de la soie. Cette perte d'influence et de soft power fragilise l'hégémon américain, désormais challenger de la Chine en Indopacifique, et alimente les débats sur le déclin relatif des États-Unis.

Confrontés à des crises inédites, conjoncturelles ou structurelles, les États-Unis de Donald Trump semblent avoir négligé leurs alliances stratégiques et peinent à repenser celles-ci en fonction des nouveaux déterminants de la puissance, notamment dans les domaines numériques ou cyber qui sont devenus l'apanage des acteurs privés et des puissances concurrentes. Dans ce contexte, est-ce que l'hégémonie chinoise est-elle en train de supplanter l'hégémonie américaine en proposant des routes de la Soie technologiques attractives pour les partenaires traditionnels des États-Unis ? Par ailleurs, fragilisé sur les nouveaux terrains de conflictualité où les alliances sont à réinventer, le géant militaire américain est devenu victime des éléments clés de son propre soft power, aux prises avec les cyberattaques de ses concurrents (russes, iraniens ou chinois), talon d'Achille de son architecture de défense. Sur le terrain des « guerres de l'ombre » et de la gestion du contre-terrorisme, l'exécutif semble avoir marqué une rupture préoccupante avec les deux administrations précédentes notamment en limitant la supervision par le politique de l'action militaire, et en privilégiant des alliances bilatérales, au nom de la lutte anti-terroriste, conduisant à des actions extérieures qui ne participent pas d'une vision stratégique définie, l'administration Trump opérerait un virage à 180 degrés lourd de conséquence pour l'intérêt national américain à long terme.

La question du déclin est-elle pour autant tranchée ? Alors que la crise du Covid-19 entame un peu plus la réputation de compétence et d'excellence de l'État américain, les avis divergent à Washington quant au devenir de l'hégémonie américaine, chacun campant sur ses positions. Pour les uns, l'avenir de la puissance est à repenser en fonction de la capacité des États-Unis à lutter contre les changements climatiques et à fédérer les autres États autour de cet objectif. Pour les autres, le maintien du dollar comme devise de référence pour les échanges internationaux demeure un déterminant de la puissance et de la capacité d'influence des États-Unis sur ses alliés et partenaires. Mais c'est une nouvelle fois sur le plan intérieur, et notamment au Congrès, que se joueront les arbitrages budgétaires et les choix de société après 2020, en faveur d'une démocratie sociale ou d'une défense renforcée. Pour l'heure, la crise sanitaire et économique ouvre une nouvelle brèche dans la relation transatlantique en faveur de la Chine et illustre une nouvelle forme de compétition de puissance dans un monde devenu sans conteste multipolaire.

A l'heure où les alliés traditionnels de l'Amérique se préparent à ce que « le trumpisme survive à Trump », les différents scénarios proposés par les analystes, politistes ou historiens, experts de think tanks américains, européens ou transatlantiques tenteront d'apporter des perspectives transatlantiques croisées sur l'avenir de la puissance américaine après 2020.